

Webinaire Enedis - Principes contractuels – 09/01/20

Questions/Réponses apportées en séance

Date du Webinaire : 09/01/20 de 14h à 15h

Q1 : Les 500 kW de l'offre minimale doivent-ils être fournis agrégés ou par site ?

R1 : Les 500kW peuvent être fournis soit par un site seul soit par un agrégat de sites.

Q2 : Pouvez-vous expliquer ce que veut dire "RR/RC" ?

R2 : Il s'agit des Réserves Rapides et Complémentaires contractualisées par RTE ([lien vers la page RTE de l'appel d'offres RR/RC](#)).

Q3 : Si l'on est contractualisé avec réservation de capacité, cela signifie qu'on ne peut plus programmer son installation à P_{max} sur les périodes de réservation, c'est bien cela?

R3 : Rien n'empêche contractuellement l'acteur de programmer à P_{max} sur les périodes de réservation. Cependant, si Enedis l'active et que l'acteur n'est pas en mesure de fournir le service, il s'expose aux pénalités prévues au contrat.

Q4 : Le contrôle du réalisé se fera au niveau du PDL de chaque site ?

R4 : Le contrôle du réalisé se fera au niveau de l'entité de flexibilité. Plus de détails sur les modalités du contrôle du réalisé seront donnés lors du webinaire du 23 janvier.

Q5 : Comment comptez-vous contrôler le suivi des rampes (4 MW/minute)?

R5 : Le respect de cette prise en charge est réglementaire et figure dans la convention d'exploitation. Elle ne nécessite pas de contrôle spécifique dans le cadre des flexibilités locales.

Q6 : Pourquoi une entité de flexibilité ne pourrait mélanger sites injection+soutirage+mixtes ?

R6 : Les entités de flexibilités doivent être contrôlées par des méthodes de contrôle de réalisé homogènes ce qui ne permet pas forcément de mélanger les types de sites au sein d'une même entité. Egalement, le calcul du volume réalisé est différent selon que l'on injecte ou soutire. Plus de détails seront donnés lors du webinaire de concertation du 23 janvier.

Q7 : Le contrôle du réalisé se fera donc sur la somme des courbes de charge des sites constituant l'entité ?

R7 : Le contrôle se fera sur chaque entité de flexibilité chacune pouvant être composée de plusieurs sites partageant une même méthode de contrôle. L'effectivité du service est contrôlée à la maille du périmètre. Le

volume réalisé à la maille du périmètre de flexibilité est égal à la somme des volumes réalisés des entités de flexibilité.

Q8 : Pour les zones de flexibilité où la flexibilité n'est activable qu'en hiver, ne faudrait-il pas également placer les tests en période de chauffe (afin de garder une cohérence avec les conditions d'activation)?

R8 : Pour les contrats sans réservation de capacité, les tests seront réalisés pendant la période d'activation, avec des conditions techniques identiques aux conditions techniques d'activation (exceptée la durée d'activation qui sera restreinte à 1 heure pour le test). Les conditions de tests seront donc cohérentes avec les conditions d'activation. Pour les contrats avec réservation de capacité, Enedis a choisi de tester le minimum de la capacité disponible pour prendre en compte les différences de conditions entre la période de tests et la période d'activation.

Q9 : Pourquoi ne pas laisser le choix à l'acteur de marché du modèle de contrat qu'il privilégie pour son projet plutôt que d'imposer un cadre contractuel pour chaque cas?

R9 : Le modèle de contrat reflète les critères du choix entre un service de flexibilité et la solution « classique » qu'il concurrence : Enedis ne peut envisager de reporter un investissement, qui apporte un gain collectif certain pour la collectivité, que si le service de flexibilité est garanti par l'acteur sur la période contractualisée.

Q9 : Merci. Mais par exemple, pourquoi ne pas retenir des contrats sans réservation, là où on contractualise d'autres actifs AVEC. Cela permettrait sans coût supplémentaire de mettre les flexibilités locales en concurrence sur l'activation. Non?

R9 : Cette solution n'a pas été retenue dans un premier temps. Enedis l'a précisé dans sa [synthèse de l'appel à contributions](#) de juin 2019 (partie VI – Activation).

Q10 : Les pénalités correspondent-elles au coût qu'Enedis paye en cas de défaillance ?

R10 : Les pénalités ne sont pas liées aux coûts d'Enedis mais aux coûts supportés par la collectivité en cas de défaillance de l'acteur (exprimé sous forme d'END).

Les pénalités retenues par Enedis ont été fixées pour être incitatives, mais ne reflètent que le coût en espérance d'une défaillance de l'acteur pour la collectivité.

Q11 : L'existence d'une courbe de charge 30 minutes implique donc l'existence de compteurs linky ?

R11 : Les données de comptage utilisées seront prioritairement celles d'Enedis. S'il n'est pas possible de se baser sur les dispositifs de comptage d'Enedis, nous envisagerons d'utiliser les dispositifs de comptage des acteurs qui ont obtenu la qualification auprès de RTE ([cf. Règles NEBEF Chapitre 8](#)).

Q12 : Le palier de 4MW/min est-il un maximum ou un minimum ? C'est à la baisse (effacement) ou à la hausse (injection) ?

R12 : Le palier de 4MW/min est un maximum. Il ne s'applique qu'à la hausse pour les sites en injection. Les offres à la hausse proposées via de l'effacement ne sont pas concernées.

Q13 : Qu'entendez-vous par 500kW agrégés ?

R13 : Le service de flexibilité de 500kW agrégés est fourni par un ensemble de sites, rattachés au périmètre de flexibilité d'un acteur de marché qui signe un contrat de flexibilités locales avec Enedis.

Q14 : Envisagez-vous de contractualiser avec plusieurs acteurs de marchés sur la même zone de contrainte ?

R14 : Pour les cas sans réservation de capacité, Enedis contractualisera avec l'ensemble des acteurs de marché proposant des offres techniques valables et dont les offres commerciales auront été acceptées à la fin de la procédure Achats. Pour les cas avec réservation de capacité, Enedis ne contractualisera qu'avec un seul acteur de marché : cette hypothèse a été annoncée dans l'appel à contributions sur les flexibilités locales de novembre 2018 et confirmée lors de la synthèse publiée en juin 2019. Elle structure l'ensemble des calculs de propension à payer et de pénalités des contrats avec réservation de capacité. Pour reporter sur une certaine même durée un investissement Enedis doit pouvoir disposer de manière certaine sur la même durée d'une solution de flexibilité complète et valable.

Q15 : Y a-t-il un modèle de contrat « draft » dans la documentation publiée à ce stade ?

R15 : Les modèles de contrat seront publiés lors des appels d'offres.

Q16 : Avez-vous des éléments de réponse sur la possibilité de répondre à l'AO avec des capacités pas encore installées ?

R16 : La possibilité est étudiée pour les appels d'offres qu'Enedis lancera en 2020. Dans l'hypothèse où cette option serait ouverte pour un appel d'offres, Enedis communiquera dessus au moment du lancement de ce dernier.

Q17 : Dans le cas d'une contractualisation amont, est ce que le coût d'activation sera défini dès la contractualisation (possiblement 1 an à l'avance) ?

R17 : Le prix variable d'activation sera défini dans les contrats au moment de la signature. Ce prix sera le reflet de l'offre remise à Enedis lors de la procédure Achats.

Q18 : Il n'aurait pas été possible de se greffer directement sur le mécanisme existant RR/RC de RTE ?

R18 : Même si des similitudes existent entre les deux mécanismes (ce qui explique qu'Enedis se soit inspiré du mécanisme RR/RC) les finalités ne sont pas les mêmes (équilibre Offre-Demande national pour RR/RC, gestion des congestions locales pour le mécanisme d'Enedis). En conséquence, les caractéristiques des produits et les attendus du service ne se rejoignent pas.

Q19 : Est-ce que cette valeur de 4MW/min sera augmentée à 8MW/min comme prévu dans l'arrêté du code RFG à venir ?

R19 : La valeur maximale du palier par minute sera revue en cas d'évolution de la réglementation.

Q20 : Pouvez-vous nous faire un retour sur les recensements d'intérêts terminés cette semaine [W2 2020] ?

R20 : Des retours ont été faits sur l'ensemble des 6 zones de recensements d'intérêts détaillées par Enedis avec des propositions de service avec et sans sites identifiés.

Q21 : Le prix d'activation et de capacité seront-ils payés selon l'offre ou selon l'offre marginale activée ?

R21 : Les activations seront rémunérées au prix d'offre.

Q22 : 500kW, pour une entité de sites mixtes (ex batterie), c'est la somme injection+soutirage (ex: [-250kW;+250kW]) ?

R22 : Le contrôle du réalisé pour un site mixte se fera sur la partie injection et la partie soutirage. Un site mixte de 250kW peut ainsi en théorie fournir un service de 500kW.

Q23 : Avez-vous entamé des démarches pour identifier d'autres sites potentiels ?

R23 : Le projet REFLEX étudie deux zones potentiellement concernées par des contraintes en injection afin d'optimiser les schémas S3REN et faciliter l'intégration des ENR. L'approche « marché » retenue par Enedis pour les 6 cas de Recensements d'Intérêts sera également appliquée aux zones concernées par le projet REFLEX.

(NDLR : l'homonymie avec le projet REFLEX CANTAL présenté dans les recensements d'intérêts est fortuite. Les deux projets sont totalement disjoints et ne traitent pas des mêmes objets techniques.)

Q24 : Le nouveau projet en cours Reflex concerne la zone Reflex Cantal?

R24 : Non (cf. R23).

Q25 : Une entité activée devra-t-elle rééquilibrer son périmètre d'équilibre par ailleurs ? Comment comptez-vous rééquilibrer le périmètre d'équilibre ENEDIS dans le cas où l'activation est neutre?

R25 : Enedis souhaite respecter la philosophie actuelle des règles qui prévoit une insensibilisation des Responsables d'Equilibre concernés par les activations de flexibilité. Les travaux de coordination menés avec RTE sur la question de la correction des périmètres de RE seront présentés conjointement lors d'une concertation fin février/début mars.

Q26 : Avez-vous déjà fixé un prix au MW du service avec réservation de capacité ?

R26 : Les prix seront fixés librement par les acteurs lors du processus d'appels d'offre. Enedis a pour sa part calculé sa propension maximale à payer pour chacun des 6 cas de Recensements d'Intérêts.

Q27 : Que se passera-t-il en cas d'arrêt de nos centrales pour sécheresse pendant l'été ?

R27 : Pour les contrats avec réservation de capacité, Enedis contractualise avec l'acteur une disponibilité totale sur la période d'activation. Cette période d'activation ne couvre pas l'ensemble de l'année et permet aux acteurs de faire leur maintenance en dehors des périodes réservées par Enedis. En cas d'indisponibilité des acteurs sur la période d'activation (en dehors des cas de force majeure qui sont prévus aux contrats), ces derniers seront pénalisés.

Q28 : Est-ce que le mécanisme de prix (+pénalité,...) est contrôlé par la CRE ou autre instance ?

R28 : Les éléments contractuels présentés dans ce webinaire aux acteurs ont été partagés en amont avec la CRE.

Q29 : Si dans une période de fourniture comprise dans le contrat, nous rencontrons une panne ou aussi une sécheresse, que se passe-t-il ?

R29 : cf. R27

Q30 : Je comprends qu'il serait possible de formuler des offres soit à la hausse, soit à la baisse. Est-ce correct ? Faut-il que le service soit symétrique ?

R30 : Les opportunités identifiées par Enedis à date ne concernent à date que des offres à la hausse. Les services n'ont pas besoin d'être symétriques.